

RAPPORT N° 370 DE SOS-TORTURE BURUNDI PUBLIE LE 14 JANVIER 2023

Le présent rapport de SOS-Torture Burundi couvre la période du 7 au 14 janvier 2023 concernant les cas de violations des droits de l'homme au Burundi.

Au moins une (1) personne a été assassinée au cours de cette période en mairie de Bujumbura.

Le rapport déplore aussi les cas de trois (3) personnes qui ont été grièvement blessées par des policiers et Imbonerakure en provinces de Gitega et Ngozi.

1. Atteinte au droit à la vie

- Dans la journée de dimanche 8 janvier 2023, le corps sans vie d'une vieille femme connue sous le nom de Juliette Karerwa a été retrouvé dans sa maison située au quartier de Mutanga Nord en commune de Ntahangwa de la mairie de Bujumbura (ouest du Burundi).

Selon des témoins de la découverte macabre, le corps de la victime a été découvert après que la femme a passé trois jours sans nouvelle au moment où le portail de son habitation était resté fermé. Comme son téléphone sonnait toujours sans décrocher, des voisins et membres de sa famille ont pris la décision de forcer le portail et la porte de sa maison pour découvrir que Juliette Karerwa a été assassinée après avoir été gravement torturée.

Les mêmes sources affirment ne pas connaître le mobile de son assassinat mais soupçonnent des éléments du SNR (Service National de Renseignement) d'être les auteurs de l'assassinat.

SOS-Torture Burundi déplore que de paisibles citoyens continuent d'être assassinés en catimini et dans le silence complice des autorités burundaises. Elle

demande qu'une enquête indépendante et impartiale soit diligentée pour découvrir les auteurs du crime et les traduire devant la justice.

2. Atteintes au droit à l'intégrité physique

- Une information parvenue à SOS-Torture Burundi révèle que dans la nuit de mardi 3 janvier 2023 vers 21 heures, un homme connu sous le nom de Richard Niyongabire a été gravement battu et blessé à coups de couteaux par un groupe de cinq Imbonerakure (membres de la ligue des jeunes du parti CNDD-FDD au pouvoir) dirigé par un certain Protais Gacurabuhoro, directeur de l'Ecole fondamentale (ECOFO) de Birohe et responsable des Imbonerakure sur cette colline de Birohe en commune et province de Gitega (centre du Burundi).

Selon des sources locales, ces Imbonerakure en patrouille nocturne ont retrouvé Richard Niyongabire dans une petite brousse en proie à une crise épileptique et l'ont battu violemment et blessé à coups de couteaux au niveau des bras. Ils l'ont jeté en état critique dans une petite brousse proche de l'Université Polytechnique de Gitega, avant d'être admis à l'hôpital régional de Gitega pour des soins intensifs.

Les mêmes sources ont précisé que depuis lors les cinq Imbonerakure demeurent libres et n'ont pas été poursuivis par la police pour le crime commis malgré la plainte déposée par la famille de la victime à la police judiciaire du commissariat de Gitega.

SOS-Torture Burundi dénonce les actes de violence qui sont régulièrement commis en toute impunité par des imbonerakure et demande que ces 5 imbonerakure soient traduits en justice afin de répondre de leurs actes pénalement répréhensibles.

- Dans la matinée de mardi 10 janvier 2023, deux anciens membres des corps de défense et de sécurité, le prénommé Alexandre (ancien militaire) et le surnommé Rupfu (ancien policier), ont été grièvement blessés dont l'un par balle tirée par un policier au moment de leur arrestation par des agents de police et des imbonerakure en commune de Gashikanwa de la province de Ngozi (nord du Burundi).

Selon des témoins, ces deux hommes en provenance de la commune de Mutimbuzi de la province de Bujumbura (ouest du Burundi) avaient passé la nuit dans un hôtel situé au centre de la commune de Gashikanwa, mais ont été soupçonnés d'être des malfaiteurs sans aucune preuve étant donné que même une fouille-perquisition opérée par la police dans les chambres où ils avaient passé la nuit n'a permis de découvrir aucun objet suspect prouvant qu'ils seraient des malfaiteurs. Les mêmes sources précisent que le prénommé Alexandre, blessé à la jambe par une balle tirée par un policier, a été hospitalisé à l'hôpital autonome de Ngozi tandis que le surnommé Rupfu, blessé à la tête par des Imbonerakure et des policiers, a été incarcéré au cachot de la police judiciaire à Ngozi.

SOS-Torture/Burundi a été initiée dans l'objectif d'informer l'opinion nationale et internationale sur les violations graves des droits de l'homme en cours au Burundi à travers des rapports de monitoring notamment sur la torture, les arrestations arbitraires, les disparitions forcées, les violences sexuelles et les exécutions sommaires.

Cette initiative d'informer sur les réalités du pays a fait suite au carnage d'une centaine de personnes tuées au cours de la journée du 11 décembre et celle du 12 décembre 2015 par des policiers et des militaires sous le prétexte de poursuivre des rebelles qui venaient d'attaquer des camps militaires situés à la périphérie de la capitale.

Les zones touchées sont dites contestataires du troisième mandat de Président Nkurunziza à savoir Musaga, Mutakura, Cibitoke, Nyakabiga, Jabe, les deux dernières étant situées au centre de la Mairie de Bujumbura.